

Le conseil d'administration de Suez juge le projet industriel et l'offre de Veolia inacceptables

Dossier de la rédaction de H2o
March 2021

À

Après s'être réunis à plusieurs reprises au cours des mois de janvier et février pour étudier les caractéristiques du projet d'offre de Veolia le conseil d'administration de Suez a décidé à l'unanimité, lors de sa réunion du 24 février 2021, que les conditions n'étaient pas réunies pour accueillir favorablement un tel projet. Le conseil d'administration rappelle son objectif de parvenir à une solution qui permette de valoriser équitablement la société pour ses actionnaires, de donner les garanties sociales appropriées à ses collaborateurs, d'assurer que tous les engagements du groupe auprès de ses clients sont maintenus, et ainsi, de respecter l'intérêt social de Suez. Le communiqué précise : "L'intérêt social de Suez n'est pas préservé dans une opération qui implique son démantèlement. L'opération projetée par Veolia remet en cause le plan Suez 2030, et impacterait négativement la valeur du groupe Suez. La course à la taille n'apporte pas de bénéfice déterminant dans les métiers des services essentiels. Elle ne conforte ni le développement technologique, ni la qualité de service, ni l'agilité qui sont aujourd'hui les points forts du Groupe Suez, leader mondial au service des enjeux majeurs de la transition écologique."

Par ailleurs, les résultats 2020 de la société publiés ce même jour confirment que le prix de l'action Suez proposée par Veolia et payable au plus tôt en mai 2022 n'est pas satisfaisant.

Les détails dans le communiqué de Suez

À

Derniers événements

8 février 2021 - Le Tribunal de commerce de Nanterre a interdit à Veolia de déposer son offre publique hostile, annoncée le 7 février, suite à la tentative de Veolia de violer son engagement d'amicalité.

11 février 2021 - Suez a accueilli favorablement le principe d'une médiation dans le cadre de la tentative d'offre publique de Veolia.